

Cinq ans après le drame de L'Aquila, l'Italie reste fragile face aux risques sismiques

LE MONDE | 08.04.2014 à 11h10 • Mis à jour le 08.04.2014 à 11h11
|Par [Philippe Ridet](#) (L'Aquila, envoyé spécial)

Le siège de l'Institut national de géophysique et de vulcanologie (INGV) est l'un des rares bâtiments neufs surgis des ruines de L'Aquila, après le tremblement de terre qui, le 6 avril 2009, a détruit le centre de la cité des Abruzzes ainsi que de nombreux villages alentour, provoquant la mort de 309 personnes. Situé au cœur de la zone rouge toujours interdite, derrière le dôme de la cathédrale, le bâtiment a été inauguré au printemps 2012. Sur ses quatre étages, une trentaine de scientifiques sont à l'écoute permanente des mouvements du sous-sol afin d'essayer de prévoir au mieux les colères de la Terre : « *Cette construction a été voulue comme un symbole, une sorte de vigie au cœur des ruines* », explique le sismologue Gianluca Valensise.



Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en [vousabonnant à partir de 1€ / mois](#) | [Découvrez l'édition abonnés](#)

Vendredi 4 avril, lors de la commémoration du cinquième anniversaire du séisme, le scientifique était présent à l'INGV, avec d'autres experts et des parents de victimes, pour lancer un cri d'alarme : l'Italie ne prend toujours pas conscience du risque sismique sur son territoire. La preuve ? Alors que « *la probabilité d'un tremblement de terre de grande amplitude diminue, les dangers augmentent pour la population* », selon M. Valensise.

« *L'Italie a connu 35 séismes majeurs depuis 1870. Mais, aujourd'hui, les mouvements sont plus faibles* », confirme Gian Vito Graziano, le président du Conseil national des géologues. L'activité sismique reste constante, comme en témoignent les 4 000 secousses enregistrées depuis 2010 pour la seule zone de Monte Pollino, dans le sud de la chaîne des Apennins. Mais, depuis le 23 novembre 1980 et le tremblement de terre d'Irpinia (près de 3 000 morts), il n'y a plus eu de séisme de magnitude supérieure à 6. Celui de San Giuliano di Puglia, dans la région de Molise en 2002, était de 5,4 ; celui de L'Aquila de 5,9 ; celui d'Emilie-Romagne en 2012, de 5. Pourtant, expliquent les experts, les catastrophes restent toujours aussi meurtrières.

Quand on les interroge, les Italiens disent à 45 % « percevoir clairement les risques liés aux tremblements de terre », juste après la peur des catastrophes environnementales (67 %) et à égalité avec les accidents de la route (45 %). Mais cette prise de conscience est loin de suffire dans un pays où 70 % du territoire est classé en zone à risques sismiques, d'inondation ou de glissement de terrain.

« ÉDUIQUER LES ENFANTS, FAUTE DE CONVAINCRE LES PARENTS »

Près de 75 % du patrimoine immobilier italien a été construit avant les normes antisismiques entrées en vigueur en 1974, et encore celles-ci ne sont-elles pas toujours respectées. Sur les 29 000 écoles du pays, 6 500 sont construites sur des zones à risque et plus de la moitié n'ont pas de certificat de conformité, comme celle de San Giuliano, qui s'est écroulée en 2002 sur ses occupants, provoquant la mort de 26 enfants. Malgré la loi, 30 % des communes n'ont pas de plan d'évacuation en cas de catastrophe naturelle. Et quand il existe, ce plan est vécu « *comme une contrainte* », soulignent les scientifiques. « *La situation est pire aujourd'hui qu'il y a cinq ans parce qu'on a continué à construire sans précaution dans les zones à risques sismiques ou simplement inondables*, explique M. Valensise. *Certes, on ne peut pas raser tout le parc immobilier non conforme. Mais il faut commencer par sécuriser au moins les écoles et les hôpitaux* ».



Les géologues et les sismologues italiens estiment que la mise en sécurité du parc immobilier coûterait 130 milliards d'euros à l'Etat et donneraient du travail pour plusieurs dizaines d'années. Pour l'heure, le gouvernement italien n'a trouvé que 1,5 milliard d'euros pour « retaper » les établissements scolaires les plus délabrés.

« *La prévention doit devenir une culture collective* », assèment les scientifiques, qui savent que ce mot ne rime pas avec Italie comme le démontre la suppression récente de vingt facultés de sciences de la terre, faute de moyens.

Vendredi 4 avril à L'Aquila, le Conseil national des géologues a rendu public son projet d'enseignement de la prévention des risques dans les lycées de la Péninsule. « *Il est temps d'éduquer les enfants, faute de convaincre les parents* », soupire M. Graziano. Le même jour, l'association AVUS, qui rassemble les parents des victimes étudiantes du séisme, a remis pour la première fois des prix à deux élèves en maîtrise dont les travaux portent sur la « réduction du risque sismique ». Au même moment, les habitants de la ville martyre se préparaient, comme chaque année, à honorer leurs morts.